

RAPPORT DE CONSULTATION

Youth Goal #1

Connecter l'UE avec les
jeunes



*Publié en novembre 2025
Document non commercial – diffusion libre*

*Crédits : Maya Lambert graphiste
CNAJEP édition*



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Ce Manuel est issu des travaux portés dans le cadre de la campagne Provox entre janvier 2022 et juin 2023. Provox est la déclinaison française du Dialogue de l'UE en faveur de la Jeunesse.

Ce projet a été co-financé par la Commission européenne. Cette publication n'engage que son auteur.e et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.

Ce projet a été co-financé par le Ministère de l'Education Nationale et de la jeunesse. Si celui-ci a été impliqué dans l'ensemble de la dynamique Provox, le document présent ne reflète pas une position officielle de celui-ci.

Avant-propos	5
Thématique	6
Profil des répondant·e·s	7
Les sous thématiques	8
Cohésion et sentiment européen	10
Participation et citoyenneté	14
Gouvernance et transparence	17
Mobilités et opportunités	21
Evaluation et politiques européennes	27
Comment retisser le lien entre les jeunes et l'UE ?	30

RAPPORT DE CONSULTATION

Avant-propos

Ce **rappo**rt est construit sur la base des résultats d'une enquête nationale s'appuyant sur des données à la fois quantitative et qualitative mise en place dans le cadre du **processus du Dialogue UE Jeunesse**.

L'enquête s'est appuyée sur deux volets :

- une partie **en ligne**, permettant à des jeunes de toute la France de répondre à un sondage en ligne, ouvert pendant 6 mois, afin de partager leurs opinions sur la thématique de cette campagne intitulée "Connecter l'UE avec les jeunes".
- une partie de **consultation qualitative**, qui a été organisée dans le cadre de **6 ateliers** avec les **organisations** suivantes :
 - **100% Handinamique**
 - **Crajep Réunion** (Comité pour les relations régionales des associations de jeunesse et d'éducation populaire)
 - **AMSED** (L'Association Migration Solidarité et Échanges pour le Développement)
 - **ANACEJ** (Le réseau national de la participation enfance jeunesse)
 - **L'Agence Erasmus+**
 - **MFR** (Maisons Familiales et Rurales)

Le panel consulté dans le cadre de la 11^e campagne Provox réunit **1 289 jeunes (1 037 via le sondage quantitatif et 252 via les ateliers qualitatifs)**. Il couvre **l'ensemble de la tranche 13-30 ans**, avec **une forte présence des 19-25 ans (54,6 %)** et **27,5 % de mineur·es**, une proportion proche de la réalité nationale où les moins de 18 ans représentent environ un tiers des 13-30 ans. La répartition par genre montre que **62 % des répondant·es s'identifient comme des femmes**, un niveau un peu supérieur à leur proportion réelle parmi les **15-29 ans** (environ 49-50 %), ce qui constitue l'un des écarts les plus marqués. Territorialement, **19,5 % des participant·es vivent en zone rurale**, une part cohérente avec la répartition nationale, tandis que **38 % résident en grande ville et 29 % en ville moyenne**. La consultation rassemble également une diversité socio-économique notable : **29,5 % des jeunes déclarent disposer de faibles moyens financiers (niveaux 1 ou 2 sur 5)**, permettant d'intégrer dans l'analyse les réalités d'une partie importante de la jeunesse en situation de précarité. Sur le plan des études et de l'emploi, le panel reflète une répartition globale proche des tendances observées au niveau national : **15 % des répondant·es sont au collège ou au lycée**, **33 % dans l'enseignement supérieur**, **8 % en alternance**, **18 % en emploi et environ 8 % en recherche d'emploi**, une configuration cohérente avec les données de l'INSEE indiquant que 56,6 % des 15-29 ans sont actifs (emploi ou chômage) et qu'une part importante demeure en formation. Enfin, la présence de jeunes sans emploi ou en transition dans le panel s'inscrit dans un ordre de grandeur comparable au taux national d'environ 12 % de NEET parmi les 15-29 ans. **Ainsi, hormis quelques écarts identifiés, notamment une surreprésentation des jeunes femmes et des 19-25 ans, la composition du panel demeure globalement proche des caractéristiques des jeunesse** fran^çaises, offrant une base solide pour analyser les perceptions, attentes et besoins exprimés dans le cadre du Dialogue UE Jeunesse.

RAPPORT DE CONSULTATION

Présentation de la thématique



Youth Goal #1: Connecter l'UE avec les jeunes

Renforcer le lien entre l'UE et ses jeunesse en rendant les institutions plus accessibles et leurs décisions plus proches des besoins des jeunes.

1/3

des jeunes en Europe seulement considèrent que leurs besoins sont pris en compte dans les politiques de l'UE

L'Union européenne joue un rôle clé dans la vie des jeunes, mais beaucoup éprouvent des difficultés à s'y identifier et à y faire entendre leur voix.

Face à un manque de confiance dans les institutions, à des inégalités d'accès aux opportunités européennes et à une montée de l'euroscepticisme, il est essentiel de renforcer le dialogue entre l'UE et sa jeunesse.

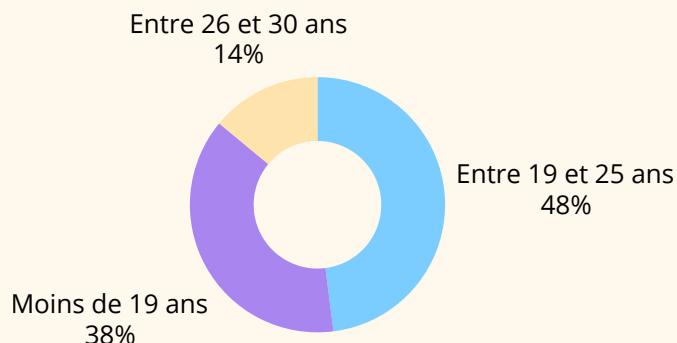
L'objectif pour la jeunesse #1 entend à faire de l'Union européenne un espace où chaque jeune se sent représenté, écouté et acteur des décisions qui le concernent.

**Les 11 Objectifs européens pour la jeunesse résulte d'un grand sondage auprès de 50.000 jeunes européen·e·s, datant de 2018. Ils résument les problèmes qui affectent les jeunes en Europe et mettent en avant les priorités politiques importantes pour elles et eux.*

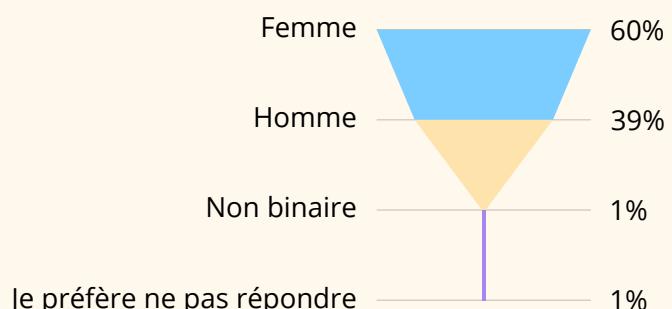
RAPPORT DE CONSULTATION

Profil des participant·e·s

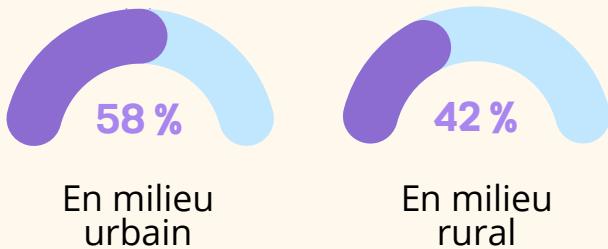
L'âge des répondant·e·s :



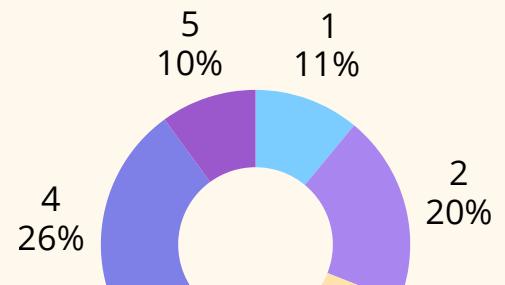
Le genre des répondant·e·s :



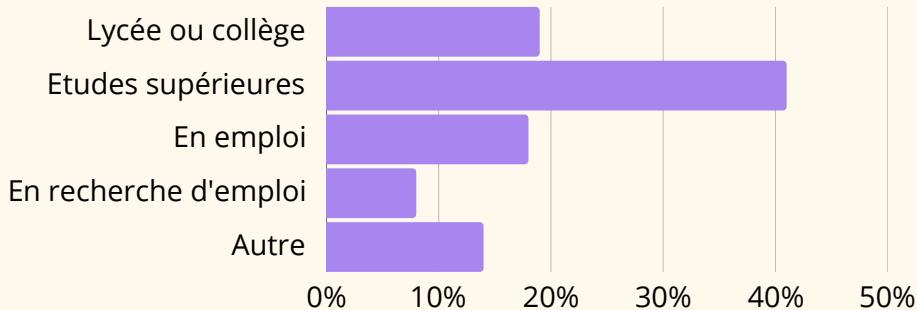
Les répondant·e·s vivent



Niveau de vie (1= pas d'argent / 5= confortable) Au quotidien, avez-vous l'impression d'avoir assez d'argent pour bien vivre ?



L'activité des répondants et répondantes



LES SOUS THÉMATIQUES

La consultation a porté sur **cinq sous-thématiques de la campagne « Connecter l'Union européenne avec les jeunes »**. Elles permettent d'explorer les différentes façons dont les jeunes perçoivent, comprennent et expérimentent l'Union européenne, et d'identifier ce qui pourrait renforcer leur pouvoir d'agir dans la construction du projet européen.



Cohésion et sentiment européen : Comment comprendre et s'approprier l'Union Européenne ?

L'Union européenne s'est construite autour de **valeurs communes** qui permettent aux sociétés de débattre, de faire vivre le pluralisme et de décider ensemble. Pourtant, **face à la polarisation, à la montée des extrêmes et à la désinformation, ces fondements se fragilisent**. Les jeunes expriment un besoin d'espaces accessibles où explorer ce que signifie **“faire Europe” aujourd’hui**, confronter leurs points de vue, mieux comprendre les mécanismes démocratiques et imaginer ce que pourrait être l'Europe de demain : une Europe qui se construit avec les jeunes, et pas sans eux·elles.



Participation et citoyenneté : Comment donner aux jeunes les moyens d'influencer les décisions européennes ?

Les décisions européennes influencent directement la vie quotidienne des jeunes (emploi, climat, numérique, éducation...), mais leur implication dans ces processus reste limitée. **Le vote, bien que central, ne suffit pas : la participation nécessite des espaces réguliers de dialogue entre jeunes et institutions.** Or **les dispositifs existants manquent de visibilité et peinent à démontrer leur impact réel, alimentant un sentiment que la participation serait avant tout symbolique**, voire sans effets concrets.

LES SOUS THÉMATIQUES



Gouvernance et transparence : Comment rendre l'Union Européenne plus transparente et accessible ?

Beaucoup de jeunes décrivent une **Europe complexe, distante et difficile à comprendre**. Le manque de lisibilité des institutions, des rôles politiques et des processus décisionnels nourrit un déficit de confiance. Lorsque les consultations n'aboutissent pas à des changements tangibles, cela renforce l'idée que la parole des jeunes est peu prise en compte et peut conduire à une forme de "youthwashing", voire à une défiance renforcée.



Mobilité et opportunités : Comment ouvrir l'Union Européenne à tou·te·s les jeunes, sans discrimination ?

Les **programmes européens de mobilité, d'engagement et d'échange représentent des opportunités majeures, mais leur accès reste très inégal**. Les jeunes vivant en zones rurales, en situation de handicap ou issus de milieux moins favorisés identifient de nombreux obstacles : **coûts, démarches administratives, manque d'accompagnement ou information insuffisante**. Ces inégalités renforcent l'impression que l'Europe ne profite pas de manière équitable à tou·te·s les jeunes.



Évaluation et politiques européennes : Comment construire des politiques utiles et justes pour toutes les générations ?

Les **politiques européennes ont un impact direct sur les jeunes, mais elles ne sont pas toujours conçues avec eux·elles ni pensées pour leurs réalités**. Beaucoup expriment le besoin d'une plus grande transparence, d'une meilleure compréhension des décisions et d'une évaluation systématique de l'impact des politiques sur la jeunesse.



Cohésion et sentiment européen

Attachement à l'Europe et identité européenne

Les jeunes interrogé·es ont évalué leur sentiment d'appartenance à l'Europe sur une échelle de 1 à 10.

La moyenne nationale s'élève à 6,8/10, traduisant une **relation positive mais encore distante** à l'Union européenne. **Un·e jeune sur deux** se sent fortement attaché·e à l'Europe. Mais pourtant une **majorité** durant les ateliers de consultation disent trouver l'UE trop complexe.



« Je me sens européen·ne dans les échanges culturels, mais la complexité de la structure m'échappe et je me sens dépassé·e. »



L'objectif fixé par l'Union Européenne :

Favoriser un sentiment d'identité européenne chez les jeunes, en promouvant l'unité et la compréhension interculturelle à travers les différentes régions et cultures d'Europe.

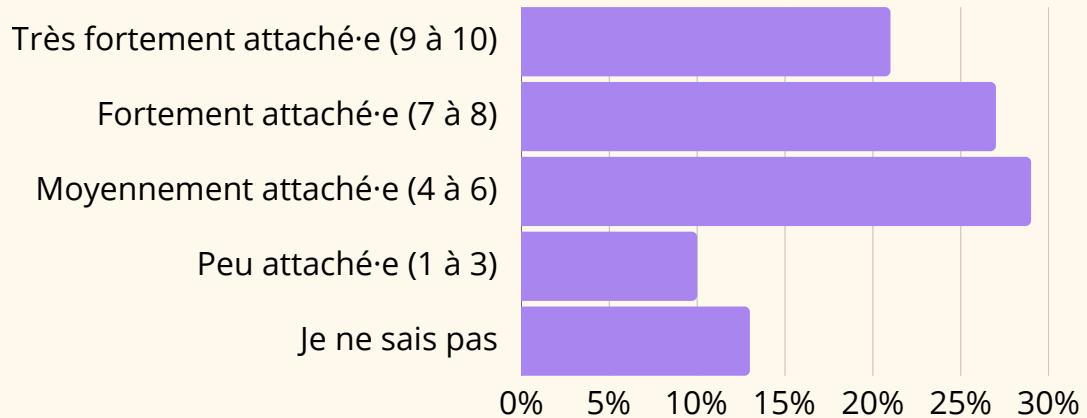
Lors des ateliers, la plupart des jeunes décrivent l'Europe comme **un espace à la fois protecteur et de liberté de circulation mais complexe**. Beaucoup soulignent le manque de sensibilisation à l'école, la difficulté à comprendre le fonctionnement démocratique de l'UE et la coexistence de plusieurs identités

À La Réunion, par exemple, les jeunes affirment se sentir à la fois réunionnais·es, français·es et européen·nes, une **identité multiple vécue comme une richesse mais aussi source de distance** :

« On se sent européen·ne parce qu'on en fait partie, mais on ne sait pas toujours ce que ça veut dire concrètement (...) C'est encore un peu flou, le rapport à l'Europe n'est pas évident »



De 1 à 10 : ressentez-vous un attachement à l'Europe et à votre identité européenne ?



On constate également dans les ateliers que les jeunes évoquent **spontanément la mobilité comme un facteur de lien direct avec l'Europe** :



« Sur certains domaines je me sens européen·ne, les études par exemple (Erasmus). »



« La plupart des gens qui se sentent européens pour moi, sont ceux qui ont déjà eu l'occasion de faire une mobilité »

Le **niveau de confort financier influence directement l'accès aux programmes de mobilité**, et donc le **sentiment d'appartenance à l'Europe**. Les jeunes disposant de ressources suffisantes participent plus facilement à des expériences européennes, ce qui renforce leur lien avec l'Union et ses valeurs.



Valeurs européennes partagées

A quelles valeurs adhérez vous parmi celles-ci dessous ? (1)

#1

Liberté

#2

Droits des personnes appartenant à des minorités

#3

Egalité

#4

Respect de la dignité humaine

#5

Démocratie

A la question **“Auxquelles de ces valeurs européennes adhérez-vous ? Cochez en autant que vous le souhaitez.”** Plus de 900 jeunes ont coché **la liberté et le respect des droits des personnes appartenant à des minorités.**

Ces résultats montrent un **attachement fort aux valeurs humanistes et universelles** comme la liberté qui incarnent, selon les jeunes, l'idéal européen.

Les valeurs plus institutionnelles, comme l'**État de droit (la moins sélectionnée par les jeunes** 604 fois sur 1037), **le respect des droits humains et la démocratie** apparaissent **moins spontanément associées à l'Union européenne**, signe d'une appropriation inégale entre les principes affichés et la perception de leur mise en œuvre. Il y a également des **inquiétudes** mentionnées par les jeunes durant les ateliers **sur la protection des valeurs de l'UE.**



« On doute que l'Europe puisse vraiment garantir les droits fondamentaux partout, surtout quand on voit ce qui se passe en Hongrie ou en Pologne. »



« On est attaché·es à la liberté et à l'égalité, mais on voit moins ce que fait l'Europe pour les protéger. »

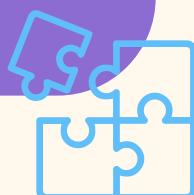
L'accès à plus d'information, une piste de réponse

Durant les ateliers de consultation **des premières recommandations ont été faites**.

Ce qui ressort de la **majorité** c'est un **manque d'information sur ce qu'est l'Union européenne** et ce que sont **ses symboles**, on peut le voir comme une piste de réponse à la question centrale de cette thématique : **Comment comprendre et s'approprier l'UE ?**



L'UE doit développer des supports d'éducation inclusifs et accessibles à tou·te·s (notamment aux jeunes en situation de handicap) à son sujet pour renforcer le sentiment d'appartenance et lutter contre la désinformation.



En France, il faut renforcer l'éducation et la sensibilisation à l'Union européenne dans l'école (interventions des Maisons de l'Europe, formation des enseignant·es, temps d'engagement citoyen...) et améliorer améliorer la communication sur l'Europe à destination des jeunes, via des supports ludiques et accessibles (BD, podcasts, simplification du langage, valorisation des actions concrètes de l'UE).



Participation et citoyenneté

Quelle confiance des jeunes envers les institutions et les responsables politiques?

Près d'**un·e jeune sur trois** dit avoir **pleinement confiance** dans les institutions européennes, tandis qu'**un·e sur cinq** déclare ne pas leur faire confiance du tout.

Ce déficit de confiance est nourri par un **manque d'information** : lors d'un atelier, **30 % des participant·es ignoraient pouvoir voter aux élections européennes** et plus de 80 % ne savaient pas qu'ils·elles pouvaient contacter leurs représentant·es.



« Comment peut-on avoir confiance si on ignore le fonctionnement et les décisions prises par l'UE ? »

L'objectif fixé par l'Union Européenne :

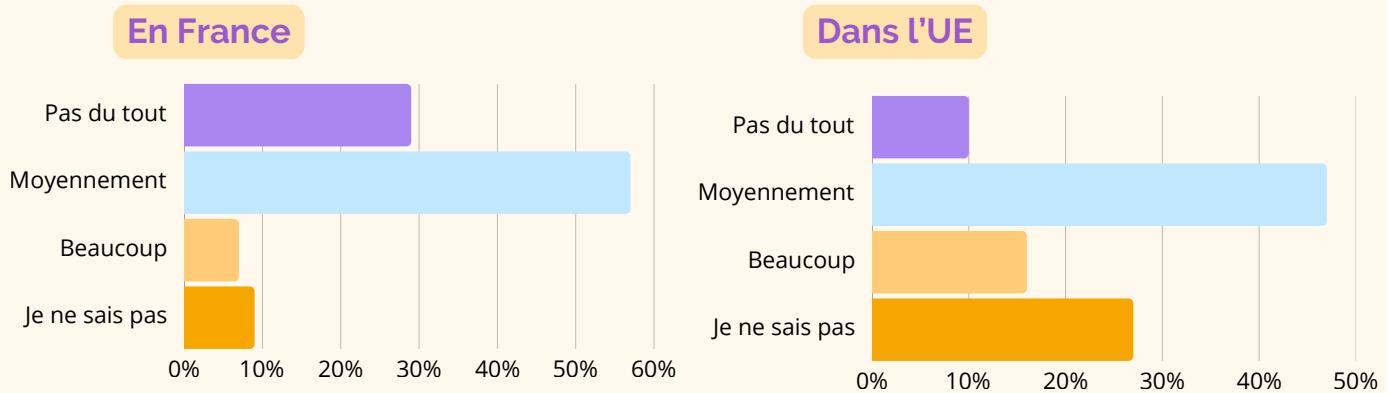
Renforcer la confiance des jeunes dans le projet européen en répondant au déficit démocratique, au manque de transparence et de visibilité des institutions.



Les jeunes décrivent les institutions comme une « **immense bureaucratie loin de la vie quotidienne** », un espace complexe où les décisions semblent se prendre sans eux·elles, un «**schmilblick**».

Cette méconnaissance **renforce le sentiment d'éloignement, surtout chez les jeunes ruraux ou ultramarins**. Pourtant, ils·elles se sentent davantage pris·es en compte par l'Union européenne que par la France.

Avez vous l'impression que les besoins et préoccupations des jeunes sont pris en compte dans les lois et politiques ?



Plus d'un·e jeune sur quatre (29 %) estime que les politiques françaises ne prennent pas du tout en compte les besoins des jeunes, alors qu'ils et elles ne sont que 10 % à formuler le même jugement concernant les politiques européennes. Toutefois, on observe une proportion plus élevée de réponses « *je ne sais pas* » lorsqu'il s'agit de l'UE, signe d'une incertitude plus forte. Cette hésitation peut être mise en relation avec les autres résultats de la consultation, où les jeunes expriment un manque d'information sur l'Union européenne et sur la manière dont ses décisions sont prises.



En plus du sentiment de manque de reconnaissance s'ajoute des difficultés à dialoguer

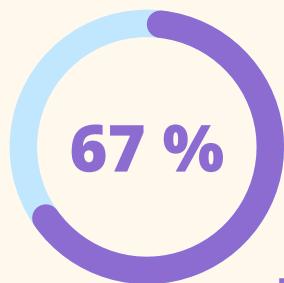
Face au sentiment que leurs besoins ne sont pas entendus, les jeunes décrivent un **environnement social traversé par les désaccords et la polarisation**.

2/3

D'entre eux·elles disent **rencontrer régulièrement des personnes ayant des opinions totalement opposées aux leurs**, principalement à l'école ou à l'université (28 %), puis **sur les réseaux sociaux** (24 %). Ces échanges ne relèvent pas d'une volonté de débattre, mais plutôt d'une exposition fréquente au désaccord, dans **des contextes parfois tendus**.

« Sur internet, on débat beaucoup, mais sans se comprendre vraiment. »

Vous sentez-vous capable de débattre et d'échanger des idées avec des personnes ayant des opinions opposées aux vôtres ?



Plus ou moins et pas du tout

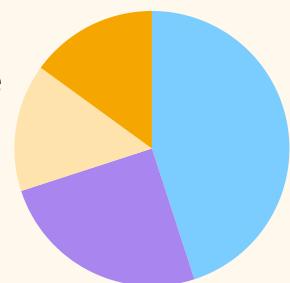
Pourquoi?

Contexte relationnel défavorable
15%

Manque de confiance
15%

Fermeture d'esprit
45%

Peur du conflit
25%



Si vous vous sentez plus ou moins capable ou pas du tout,
pour quelles raisons?



« Il est parfois difficile de dialoguer avec des personnes ayant des propos qui heurtent mes valeurs et qui sont complètement fermées. »



« Je peux débattre si la personne est ouverte, sinon cela ne sert à rien. »



Ces résultats traduisent une **tension** entre **envie d'expression** et **sentiment d'impuissance**. Les jeunes souhaitent comprendre et participer, mais peinent à trouver **des espaces sûrs, équitables et réellement écoutés**.

Le déficit de confiance envers les institutions s'accompagne d'une **fatigue du débat** et d'une **polarisation croissante**, surtout quand les discussions touchent à des valeurs fondamentales. Renforcer la participation suppose donc de **reconstruire la confiance, d'accompagner l'apprentissage du débat démocratique et de rendre visibles les effets concrets de la parole des jeunes dans les décisions publiques**.

Gouvernance et transparence



Comment rendre l'Union européenne et son fonctionnement plus accessibles?

Un besoin d'information et de clarté

À la question « *Quels éléments permettraient d'améliorer votre compréhension des décisions politiques ?* », les jeunes citent d'abord des **informations claires, synthétiques et accessibles**.

Le **manque de visibilité de l'Union européenne** ressort fortement : la **majorité** ne sait pas où trouver des explications sur le fonctionnement des institutions ou sur les décisions prises à Bruxelles et Strasbourg.

Le **programme Erasmus+** est souvent le seul identifié dans les ateliers ainsi que dans le sondage : il symbolise l'Union européenne, mais révèle aussi **un déséquilibre de notoriété entre les politiques de jeunesse existantes**. Ce **manque d'accès à l'information** limite la compréhension du rôle de l'Union européenne et renforce la distance perçue entre les institutions et les jeunes.



« On entend parler d'Erasmus, mais pour le reste, c'est flou. »



« Même en cherchant, ce n'est pas évident de trouver les infos qui vont nous être utiles. »



« C'est des sujets de grosses têtes, comme si ça ne descendait pas jusqu'aux jeunes ».



L'objectif fixé par l'Union Européenne :

Rendre l'Union européenne plus transparente et accessible, et compréhensible pour tous les jeunes.

« Quels éléments permettraient d'améliorer votre compréhension des décisions politiques ? (3 maximum) »

#1

Accès à des informations claires sur les sujets politiques actuels

#2

Accès à des informations compréhensibles sur l'élaboration des politiques

#3

Consultation régulière sur les sujets liés aux politiques publiques

#4

Accès à des informations sur les priorités des décideur·euses et des partis politiques

#5

Possibilité d'exiger d'avantage de responsabilité des décideur·euses

Être consulté·e ne suffit pas

Les jeunes souhaitent **être écouté·es réellement, pas seulement consulté·es**. Plusieurs décrivent durant les ateliers de consultation une participation symbolique, sans impact tangible.



« Il faut que la voix des jeunes serve à quelque chose, pas juste à cocher une case. »

Ils et elles demandent des dispositifs « **par les jeunes et pour les jeunes** », où leur **diversités de parcours, identités, handicaps** sont effectivement prises en compte.



Par exemple, une des propositions issues des ateliers est la suivante :

Renforcer le rôle politique des jeunes, par exemple en mettant en place, avec l'éducation nationale, des urnes symboliques permettant aux élèves de voter, ou en créant un dispositif de participation démocratique accessible à tou·te·s les jeunes, quel que soit leur statut professionnel, leur niveau scolaire, leur origine ou leur handicap.



Pour beaucoup, la **prise en compte réelle suppose la présence de jeunes dans les espaces de décision** : comités consultatifs, programmes européens, institutions locales.

La participation doit devenir **un droit effectif**, pas une opportunité réservée aux plus informé·es.

Une majorité de jeunes (**64 %**) **privilégie la mise en place de consultations régulières sur les décisions européennes**, soit près de **20 % de plus que pour les autres mesures proposées**, comme le contact réguliers entre jeunes et décideur·euses, ou l'augmentation de jeunes décideur·euses.

D'après vous quelles mesures devraient être mises en place pour renforcer la prise en compte des jeunes dans les décisions de l'UE?

#1

Consultation régulière des jeunes sur des sujets d'actualité

#2

Contact plus réguliers entre les jeunes et les décideurs et décideuses

#3

Dialogue intergénérationnel

#4

Augmentation du nombre de jeunes décideurs et décideuses

#5

Création de plus de conseils consultations de jeunes pour conseiller sur les nouvelles politiques



Focus inclusion

Une Europe plus inclusive pour tou·te·s



Les ateliers menés avec des jeunes **en situation de handicap** ont souligné que l'inclusivité reste un préalable à la participation.

Ils appellent à une **harmonisation européenne des pratiques d'accessibilité**, à la fois dans les espaces publics et dans les démarches administratives.

Les participant·es recommandent que les informations sur l'Europe et sur les dispositifs à destination des jeunes doivent **être lisibles, adaptées et accessibles à toutes les situations** (traductions, formats audio, simplification du langage).



« L'accès à l'information doit être pensé pour tout le monde, sinon on exclut dès le départ. »



L'objectif fixé par l'Union Européenne :

Développer et promouvoir une éducation et une information inclusives et accessibles sur l'Union européenne pour tou·te·s les jeunes, afin de renforcer leur sentiment d'appartenance et de lutter contre la désinformation.

Les jeunes en situation de handicap **se sentent davantage exclu·es** des politiques publiques :

41 % estiment que **leurs besoins ne sont pas du tout pris en compte dans les politiques françaises**, contre **29 % en moyenne**. Cet écart est **plus important au niveau français qu'au niveau européen** dans le sondage.

Au-delà du handicap, la **précarité socio-économique** renforce elle aussi le **sentiment de mise à l'écart**. Les jeunes en recherche d'emploi sont tout aussi nombreuses et nombreux à estimer que leurs besoins ne sont **pas du tout pris en compte**.

De plus, on l'a vu le niveau de confort financier influence directement l'accès aux programmes de mobilité, et donc le sentiment d'appartenance à l'Europe. C'est à travers les échanges, la mobilité et les opportunités concrètes que ce lien se renforce le plus durablement.



Mobilités et opportunités

Comment permettre à tous les jeunes d'accéder aux programmes européens de mobilité?

Des programmes identifiés mais inégalement connus

Les programmes européens sont connus de manière très inégale. **Près de 9 jeunes sur 10 déclarent connaître Erasmus+ (88,3 %)**, ce qui en fait de loin le dispositif le plus identifié. En revanche, cette notoriété baisse de moitié pour les autres programmes : **le Corps Européen de Solidarité n'est connu que par 36,35 % des répondant·es, DiscoverEU par 30,28 %**. La visibilité chute drastiquement pour Europe Créative, identifié par seulement 7,33 % des jeunes, soit moins d'une personne sur dix.



Ces écarts illustrent **une forte concentration de la visibilité du programme Erasmus**, tandis que les autres **opportunités restent méconnues ou perçues comme réservées à une élite étudiante**. Lors d'un atelier de consultation, parmi un **panel 26 participant·es, seules deux personnes connaissaient le Corps européen de solidarité**, et dans le sondage en ligne plusieurs répondant.e.s ont insisté sur la nécessité de mieux informer avant d'inciter à partir, notamment sur les aides financières existantes.



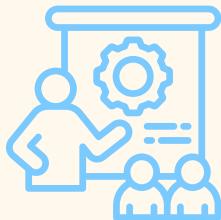
« *L'accès à l'information, des programmes, des aides qui existent est encore très restreint.* »



« *Les possibilités Erasmus et dans lesquelles l'Europe peut participer à l'émancipation des jeunes sont très peu et très mal communiquées.* »

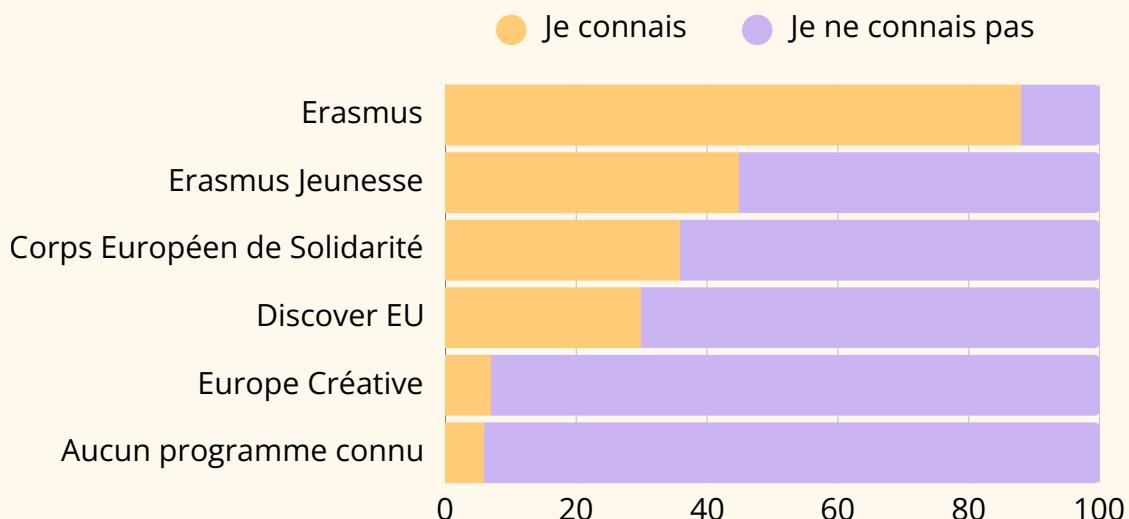


L'objectif fixé par l'Union Européenne :



Garantir un accès équitable pour tou·te·s les jeunes à des opportunités de mobilité, d'éducation et d'engagement de qualité, afin que chaque jeune, quel que soit son parcours, puisse vivre et contribuer à façonner l'Europe.

Connaissez-vous ou avez-vous entendu parler de l'un de ces programmes de l'Union Européenne ?



Un manque de prise en compte des réalités individuelles

Dans un premier temps, il y a un manque de prise en compte de la situation économique dans laquelle peuvent se trouver certains jeunes. En effet, les résultats de la consultation révèlent une **fracture sociale et économique** dans l'accès **aux expériences européennes**.

Plus d'un·e jeune sur quatre (31 %) déclare n'avoir jamais eu accès à aucune opportunité de mobilité, d'engagement ou d'échange européen.

Ce chiffre souligne que la promesse d'une Europe ouverte à tou·te·s reste conditionnée par les ressources économiques et sociales.



« Ce ne sont pas des opportunités quand l'on vit avec 300 € par mois en faisant 30 à 35 h semaine. »



Il ressort également que **ces programmes sont difficilement valorisables et accessibles pour certains et certaines jeunes travailleurs et travailleuses.**



- « Il y a un manque de solidarité européenne. Même si le programme Erasmus est formidable, il reste accessible à une minorité. De plus, qu'en est-il des jeunes travailleurs ? Il manque des politiques leur permettant une mobilité professionnelle plus fluide dans l'Union européenne. »
- « Ce n'est pas connu et ainsi pas valorisé auprès des entreprises françaises lors des recrutements. »

Cela traduit une **injustice structurelle** : les dispositifs européens s'adressent souvent aux jeunes déjà dotés du capital économique, culturel ou institutionnel nécessaire pour y accéder. Les autres jeunes travailleur·euses précaires, étudiant·es boursier·es, personnes en recherche d'emploi se trouvent progressivement exclus·es d'un espace censé être commun. Cette exclusion renforce le **sentiment d'éloignement vis-à-vis de l'Europe**, et alimente l'idée que la mobilité est un privilège plus qu'un droit.

Face à ces obstacles, **beaucoup des répondant·es investissent d'autres formes de mobilité, plus locales et informelles** : échanges associatifs, engagements citoyens, projets collectifs.

Ces expériences, arrivent en **deuxième position** parmi les opportunités citées dont on pu bénéficier les jeunes.

Avez vous déjà eu accès à une ou plusieurs de ces opportunités ?

(Trois éléments maximum)



L'accès aux opportunités est à mettre en lien avec le confort financier

% de jeunes n'ayant jamais eu accès à aucune des opportunités mentionnées en fonction du confort financier :



45 % des jeunes les plus précaires déclarent n'avoir jamais eu accès à une opportunité européenne, contre 25% parmi les plus aisés. Cette fracture sociale traduit une inégalité d'accès persistante à la mobilité et à la participation européenne.

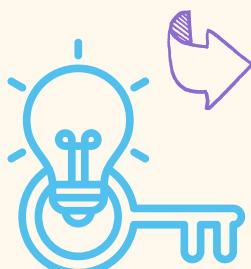
Les clés de l'égalité d'accès : plus d'information et d'inclusivité

Au-delà des obstacles financiers, les jeunes soulignent un manque d'information structurées et accessible sur les programmes et les aides.



« Manque de communication sur les dispositifs existants. »

Les participant·es appellent à une **communication de proximité**, en ligne et sur les lieux de vie, mais aussi à **davantage de relais locaux** (établissements scolaires, associations, collectivités).



« Pas assez de rencontres européennes, par exemple des échanges dans les écoles. »

Des premières idées de solution ont été formulées par les jeunes dans les ateliers à ce sujet :

★ **Mener des campagnes d'information sur les programmes européens** (Erasmus+, Corps européen de solidarité...), en veillant à **adapter la communication aux réalités locales** (ruralité, handicap, genre, origine).

★ **Simplifier et rendre plus lisibles les sites et outils officiels de l'Union européenne**, afin de mieux présenter les aides existantes à destination des jeunes, notamment via la carte européenne et la carte jeune.

★ **Rendre les dispositifs de mobilité plus inclusifs et accessibles à toutes et tous**, y compris aux jeunes travailleurs, aux jeunes en situation de handicap et à celles et ceux disposant de faibles ressources.

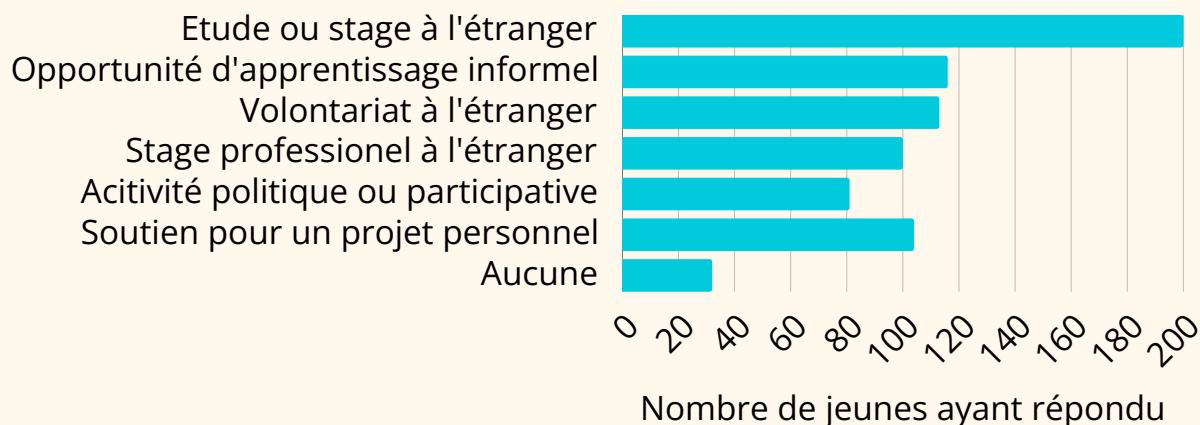
★ **Développer les opportunités de rencontres entre jeunes européen·n·es**, à travers des projets interculturels, sportifs ou culturels promouvant les valeurs de paix, d'égalité et d'inclusion.

★ **Faciliter l'accès aux programmes dès 16 ans**, pour permettre aux plus jeunes d'expérimenter la mobilité et l'autonomie européenne plus tôt.

★ **Valoriser les expériences européennes formelles et informelles** dans les parcours professionnels, afin que les mobilités, volontariats et engagements soient reconnus au même titre que les expériences académiques.



De quelles opportunités souhaiteriez vous bénéficier, si vous n'en avez jamais vécu aucune?



Le graphique montre que **les jeunes qui n'ont jamais bénéficié d'une opportunité européenne souhaitent avant tout accéder à des expériences d'études, de stages ou d'échanges non formels**, suivies du volontariat ou du développement d'un projet personnel. **Ces résultats confirment une forte envie de mobilité et d'engagement**, mais rappellent aussi que ces dispositifs doivent devenir plus accessibles **et mieux adaptés pour que tou·te·s les jeunes puissent en bénéficier**.



Evaluation et politiques européennes



Les 11 Objectifs européens pour la jeunesse ont été construits en 2018 avec plus de 50.000 jeunes européen·e·s. Ils identifient les priorités politiques de l'Union européenne et ses Etats-membres en matière de politique de jeunesse.

Comment construire des politiques européennes utiles et justes pour toutes les générations ?

Les jeunes interrogé·es estiment que **les politiques européennes manquent encore de lisibilité et de lien concret avec leurs besoins**. Beaucoup soulignent un **déficit d'évaluation** de leur impact réel sur la jeunesse : les décisions prises sont souvent perçues comme **trop éloignées du terrain**, ou alors ne sont **pas connues** des jeunes. Les jeunes expriment un besoin de transparence et de redevabilité, c'est-à-dire de pouvoir identifier comment les politiques européennes influencent leur vie quotidienne.



« On ne sait pas vraiment ce que l'Europe fait pour nous au quotidien. »



L'objectif fixé par l'Union Européenne :

Institutionnaliser l'évaluation de l'impact des politiques de l'UE sur les jeunes, afin de garantir que chaque décision européenne prenne en compte les besoins et les enjeux des nouvelles générations.

Le besoin de redevabilité

Dans les ateliers, **la majorité des jeunes ont souvent relié ces priorités à un besoin de cohérence et de crédibilité politique.**

Ils et elles ne remettent pas en cause les valeurs européennes, mais **interrogent la capacité de l'Union à traduire ses engagements en politiques effectives et évaluables.**

Leur rapport à la politique européenne est donc marqué par un **désir de tangibilité et d'impact** : la santé mentale, l'écologie ou l'emploi ne sont pas perçus comme des thèmes isolés, mais comme des **indicateurs de la prise en compte des besoins des jeunes dans la mise en application des objectifs européens pour les jeunesse**s.



« On ne voit pas les résultats de nos actions et demandes. »

La santé mentale et l'écologie : des objectifs européens prioritaires

Parmi les **onze objectifs** européens de jeunesse, **trois** se détachent nettement chez les répondant.e.s : **la santé mentale arrive en tête des priorités**, suivie de **la durabilité écologique** et de **l'éducation**.

L'égalité des chances, l'accès à l'emploi et la participation politique apparaissent ensuite comme des leviers essentiels pour une Europe plus juste.

Les jeunes identifient un **manque d'investissement** européen et national sur le sujet de la **santé mentale** qu'ils et elles relient directement à la précarité, à l'anxiété face à **l'avenir** et à la difficulté de **se projeter** dans un monde instable.

Dans les ateliers, **plusieurs participant·es ont souligné que le bien-être devrait être pensé comme une politique transversale**, intégrée à l'éducation, à l'emploi et à la participation démocratique.

Classez par ordre d'importance de 1 à 11, pour vous, quelles devraient être les priorités pour améliorer l'UE?

Rang	Objectif européen jeunesse
1	 Soutenir la santé mentale et le bien-être des jeunes
2	 Renforcer la durabilité et les actions écologiques en Europe
3	 Améliorer la qualité des opportunités éducatives
4	 Améliorer l'inclusion sociale en Europe
5	 Améliorer l'égalité des genres dans l'UE
6	 Améliorer la qualité des opportunités d'emploi
7	 Accroître les opportunités pour les jeunes d'influencer les décisions politiques
8	 Faciliter l'accès à l'information
9	 Améliorer les conditions des jeunes vivant en milieu rural
10	 Renforcer la connexion entre les jeunes et l'UE
11	 Améliorer les conditions pour les organisations de jeunesse en Europe

Comment retisser le lien entre les jeunes et l'Union européenne ?

Cette enquête menée en 2025 met en lumière un constat partagé : **beaucoup de jeunes se sentent éloigné·es des institutions européennes**, voire méfiant·es envers leur fonctionnement. Les réponses **montrent un besoin fort de transparence, de pédagogie et de consultation sur les sujets politique d'actualité**.

Pour une majorité, l'**Union européenne demeure trop lointaine** : son rôle, ses décisions, ses valeurs et **son mode de fonctionnement sont encore mal identifiés**. Pourtant, lorsqu'on leur donne la parole, les jeunes affirment leur **attachement au projet européen et leur volonté d'y participer, à condition que leur voix soit réellement entendue**.

Comment répondre aux urgences vécues : santé mentale, écologie, éducation ?



Les priorités exprimées confirment des attentes nettes : **la santé mentale arrive en tête des préoccupations**, suivie de la **durabilité écologique et de l'éducation**. Ces enjeux, ancrés dans le quotidien, révèlent une **volonté de vivre dans une Europe qui protège et accompagne sur les priorités qui sont celles des jeunes**, plutôt qu'une Europe perçue comme distante.

Comment transformer l'écoute en pouvoir d'agir ?

Les résultats de l'enquête et des ateliers Provox constituent une **base commune pour la phase suivante de la campagne**. Ils serviront lors du **Festival Provox 2025 pour co-construire des recommandations** adressées aux **institutions françaises et européennes**.

Ces **propositions seront ensuite portées collectivement lors de la Conférence européenne de la jeunesse à Chypre** (printemps 2026), afin d'être intégrées lors des discussions du Conseil de l'Union européenne, dernière étape de cette 11ème campagne Provox.



11ème campagne

Connecter l'Union Européenne avec les jeunes

Les résultats de cette enquête serviront de base de réflexion
pour les recommandations européennes.

Ils seront utilisés lors du Festival Provox du 12 au 14 décembre
2025 à Paris.

Pour consulter nos dernières campagnes et retrouver plus
d'informations sur le processus du Dialogue UE Jeunesse :

www.provox-jeunesse.fr/

Nous suivre sur les réseaux :



@PROVOX_INSTA



@PROVOXJEUNESSE



@PROVOXJEUNESSE



PROVOX

PROVOX ANIMÉ PAR LE The logo for Cnajep, featuring the word "Cnajep" in a stylized, colorful font with a sunburst effect behind it.

RAPPORT DE CONSULTATION

Youth Goal #1

Connecter l'UE avec les
jeunes

